

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 26/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25 mars 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAFT**

12 rue Sadi Carnot  
93170 Bagnolet

Références : 2026 438 UbD16-86 Env

Code AIOT : 0007201321

Annexes :     1 – Main courante de l'exercice POI  
              2 – Fiche scénario exercice POI – version inspecteur  
              3 – Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD)

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 mars 2026 dans l'établissement SAFT implanté 10 rue Ampère 16440 NERSAC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection a été réalisée de façon inopinée en vue de tester l'organisation liée au POI du site. Cette inspection s'inscrit dans une action régionale de réalisation d'exercice POI inopiné.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAFT
- 10 rue Ampère 16440 NERSAC
- Code AIOT : 0007201321
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Ex IED - MTD

La société SAFT développe, conçoit et fabrique des batteries de haute technologie destinées à l'industrie.

Elle est spécialisée dans la production de batteries au nickel-cadmium et au lithium.

Elle exploite actuellement sur son site de Nersac des installations de fabrication d'électrodes à base de nickel, de cadmium et métal hydrure, des installations de fabrication d'électrodes, d'éléments lithium et d'assemblage de batteries lithium.

Le site de Nersac est classé Seveso seuil bas.

Un projet de nouvelle installation d'une salle sèche est prévu début 2027. Un porter à connaissance devra être transmis à l'inspection au préalable.

### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 4
- ATEX
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Risque toxique

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire   | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1  | Plan d'opération interne (POI)  | Code de l'environnement du 23/03/2026, article L.515-41         | Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 2  | Exercices POI   | Code de l'environnement du 25/03/2026, article R.515-100        | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 4  | Formation du personnel – conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5                     | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 6  | Gestion de la situation d'urgence   | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Point c de l'annexe V | Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription  | 3 mois                |
| 7  | Alerte – sirène POI   | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Point d l'annexe V    | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 9  | Remise en état  | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Point j de l'annexe V | Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription  | 3 mois                |
| 10 | État des stocks   | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50                    | Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription  | 3 mois                |
| 11 | Liste des substances recherchées et milieux associés                      | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5                     | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 12 | Stratégie de prélèvement  | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5                     | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 14 | Atelier lithium ion (bâtiment B)  | Arrêté Préfectoral du 27/12/2017, article 9.3                   | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 15 | Réseau de détecteurs incendie   | Arrêté Ministériel du 04/01/2010, article 55                    | Demande d'action corrective  | 3 mois                |

| N° | Point de contrôle              | Référence réglementaire                                    | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------------|--|--|-----------------------|
| 18 | Voies échelles                 | Arrêté Préfectoral du 27/12/2017, article 8.2.2.4          | Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 19 | Désenfumage                    | Arrêté Préfectoral du 27/12/2017, article 8.2.3            | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 20 | Modification des installations | Code de l'environnement du 25/03/2026, article R.181.45/46 | Demande d'action corrective  | 5 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                      | Référence réglementaire   |
|----|--|---|
| 3  | Exercice POI – visite inopinée         | Code de l'environnement du 25/03/2026, article R.515-100                |
| 5  | Déclenchement des procédures d'urgence | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Point a de l'annexe V         |
| 8  | Information des services d'urgence     | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Points f et g e de l'annexe V |
| 13 | Moyens de lutte contre l'incendie      | Arrêté Préfectoral du 27/12/2017, article 8.2.4                         |
| 16 | Accès pompiers                         | Arrêté Préfectoral du 27/12/2017, article 8.2.2.1                       |
| 17 | Voies engins                           | Arrêté Préfectoral du 27/12/2017, article 8.2.2.2                       |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice POI mené de façon inopinée a permis de révéler que globalement chaque acteur connaissait les tâches et les actions qu'il avait à réaliser. La main courante et le scénario retenu pour cet exercice POI inopiné sont présentés en annexe du présent rapport.

En revanche, plusieurs lacunes techniques et organisationnelles ont été relevées pouvant impacter la gestion de crise en cas d'aléas qui viendraient à survenir sur le site :

- le POI n'est pas à jour et n'est pas conforme aux items de la réglementation en vigueur;
- l'exploitant n'a pas été en mesure lors de l'exercice de présenter la mise en œuvre de l'ensemble des dispositions post Lubrizol en matière de premiers prélèvements environnementaux;
- aucun état des stocks des matières stockées sur site n'est facilement éditable en situation d'urgence et répondant aux critères réglementaires;
- aucune voie échelles n'est définie et n'est matérialisée sur site.

Pour ces différents points (sauf pour le point en lien avec les premiers prélèvements environnementaux dans la mesure où l'exploitant a transmis le 26/03, un document répondant aux exigences réglementaires), une mise en demeure est proposée au préfet. Un délai de 15 jours est accordé à l'exploitant pour apporter ses éventuelles remarques sur le projet d'arrêté dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire.

Enfin, d'autres constats ont été mis en lumière et pour lesquels des demandes d'actions correctives ont été formulées (correction des défauts observés sur les centrales de détection incendie,

rebouchage de trous dans des murs coupe-feu par des matériaux coupe-feu du même degré que celui des murs...).